

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
3 avenue des Langories
26000 VALENCE

Valence, le 11 mai 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



Société CLARIANT PRODUCTION FRANCE

Zone industrielle et Portuaire
815 Rue Louis Saillant
26800 PORTES LES VALENCE

Référence : 20220506-RAP-DAEN0362

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2022 dans l'établissement CLARIANT PRODUCTION FRANCE implanté Zone industrielle et Portuaire 815 Rue Louis Saillant 26800 PORTES LES VALENCE. L'inspection a été annoncée le 01/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CLARIANT PRODUCTION FRANCE
- Zone industrielle et Portuaire 815 Rue Louis Saillant 26800 PORTES LES VALENCE
- Code AIOT dans GUN : 0006102667
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site fait partie du groupe CLARIANT. Il est spécialisé dans la transformation de la bentonite (type d'argile) pour des clients dans le secteur de la fonderie et des travaux publics.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative du site,
- suivi des suites de la dernière visite d'inspection du 23/09/2015,
- prévention des pollutions de l'eau.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; Il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Mise à jour de la situation administrative	Arrêté Préfectoral du 02/09/1998, article '1	/	Sans objet
Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 02/09/1998, article Annexe 6.2.3	/	Sans objet
Vérification périodique du dispositif de disconnexion sur le forage	Arrêté Préfectoral du 02/09/1998, article Annexe 4.1	/	Sans objet
Aire de lavage de camions	Arrêté Préfectoral du 02/09/1998, article Annexe 4.2	/	Sans objet
Déchets issus de l'entretien des séparateurs d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 02/09/1998, article Annexe § 5.3.4.1.1	/	Sans objet
Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 02/09/1998, article Annexe 4.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46	/	Sans objet
Incendie – extincteurs	Arrêté Préfectoral du 02/09/1998, article Annexe 6.4.1	/	Sans objet
Incendie – Vérification périodique	Arrêté Préfectoral du 02/09/1998, article Annexe 6.4.2	/	Sans objet
Retour d'expérience – incident de 2016	Arrêté Préfectoral du 02/09/1998, article Annexe 1.2	/	Sans objet
Hauteur des points de rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 02/09/1998, article Annexe 7.1	/	Sans objet
Mesure des poussières	Arrêté Préfectoral du 02/09/1998, article Annexe 7.3	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention de l'émission de poussières – stockages	Arrêté Préfectoral du 02/09/1998, article Annexe 7.5	/	Sans objet
Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 02/09/1998, article Annexe 4.2.1	/	Sans objet
Qualité des effluents rejetés	Arrêté Préfectoral du 02/09/1998, article Annexe 4.5.2	/	Sans objet
Aire de distribution de carburant	Arrêté Préfectoral du 02/09/1998, article Annexe 11	/	Sans objet
Permis de feu	Arrêté Préfectoral du 02/09/1998, article Annexe 6.4.5	/	Sans objet
Ventilation	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I § 2.6	/	Sans objet
Contrôle des sécurité de l'alimentation en combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I § 2.13	/	Sans objet
Contrôle de la combustion	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I § 2.13	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien tenu.

La visite a été bien préparée par l'exploitant (notamment documents disponibles lorsqu'ils étaient existants) et les suites de la précédente inspection avaient bien été prises en compte. Les mesures prises sont bien suivies dans le temps.

Toutes les non-conformités relevées lors de l'inspection de 2015 ont été levées ou font l'objet d'un suivi repris dans le présent rapport. Des travaux de mise en conformité ont été effectués depuis la dernière visite d'inspection en 2015 concernant la gestion des eaux pluviales recueillies sur les aires de manœuvre des poids lourds. Des séparateurs d'hydrocarbures ont été installés et sont régulièrement entretenus. L'exploitant doit cependant veiller à la bonne gestion des déchets issus de cet entretien.

Le détail des constatations figure dans les fiches de constat ci-après.

2-4) Fiches de constats :

(1) Nom du point de contrôle : Mise à jour de la situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/1998, article '1
Thème(s) : Situation administrative, Activités
Prescription contrôlée : Tableau des activités tel que mis à jour par l'article 1 de l'AP n°2015331-0006 du 26/11/2015.
Constats : * Le site était classé sous la rubrique 1450-1 (A) pour les solides facilement inflammables avec le bénéfice de l'antériorité pour une quantité totale susceptible d'être présente de noir de minéral de 2 fois 35 tonnes. L'exploitant a indiqué que cette activité ne fonctionne plus depuis plusieurs années, le charbon sous forme pulvérulente n'est plus employé sur le site. Le charbon employé actuellement sur le site n'est pas classé solide facilement inflammable (vu fiche technique). La rubrique est par conséquent caduque. La reprise de cette activité nécessiterait de rénover totalement l'installation, qui n'est plus fonctionnelle. Le site n'est plus classé sous la rubrique 1450-1 pour le stockage ou emploi de solides inflammables du fait de l'abandon de cette activité et de l'obsolescence des installations. Demande de complément : L'exploitant adressera à la préfète de la Drôme un dossier de cessation partielle concernant les installations de stockage et d'emploi de solides facilement inflammables en application de l'article R.512-39-1-I du code de l'environnement. Délai : 30/06/2022 * Le site était classé sous la rubrique 2515-1-a (A) pour le broyage/concassage/ensachage de matériaux minéraux avec le bénéfice de l'antériorité pour une puissance installée des installations = 940 kW. L'exploitant a déclaré que la puissance de ces installations n'a pas été modifiée mais qu'elle est de 530 kW et non de 940 kW. Le régime de l'autorisation a été supprimé à compter du 25/10/18. Le site est donc désormais classé à enregistrement sous la rubrique 2515-1-a pour le broyage/concassage/ensachage de matériaux minéraux (changement de nomenclature) avec le bénéfice de l'antériorité pour une puissance installée des installations = 530 kW. * Le site est classé sous la rubrique 4801-2 (D) pour le stockage de charbon pour une quantité susceptible d'être présente de 400 t (inchangé). * Le site est classé sous la rubrique 2910-A-2 (DC) pour les séchoirs pour une puissance thermique nominale de 5,3 MW (inchangé). * Le site est non classé sous la rubrique 4734 pour le stockage de carburant (5 000 L) (inchangé). * Le site est non classé sous la rubrique 1435 pour la station-service (13 800 L en 2021) (inchangé). Demande de complément : L'exploitant doit se positionner sur le respect des prescriptions de l'arrêté du 26/11/12 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement « , y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 », applicables aux installations existantes (annexe II). Délai : 30/06/2022
Type de suites proposées : Susceptible de suites administratives
Proposition de suites : Proposition éventuelle ultérieure fonction des réponses apportées

(2) Nom du point de contrôle : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 46
Thème(s) : Risques accidentels, Stocks
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.
Constats : Pour information, l'entreprise fait également du négoce : achat / revente ou reconditionnement. Une partie des produits de négoce (achat / revente) est stockée dans un entrepôt à Lyon car provient d'Allemagne et ne peut être vendue directement (importateur). Constat : L'état des stocks est disponible sous SAP et fait état de 230 t de charbon sur site.
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

(3) Nom du point de contrôle : Incendie – extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/1998, article Annexe 6.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'établissement devra disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et correctement répartis sur la superficie à protéger. Ils se composeront : 6.4.1 - Moyens mobiles - d'extincteurs à eau pulvérisée de type 21 A (ou équivalents) à raison d'un appareil pour 250 m2 pour les ateliers, magasins, entrepôts, etc... - d'extincteurs à poudre (ou équivalent) de type 55 B près des installations de stockage et d'utilisation de liquides et gaz inflammables, - d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques. Les extincteurs seront placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances.
Constats : L'exploitant a présenté le compte rendu de contrôle des extincteurs du 01/09/2021.
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

(4) Nom du point de contrôle : Incendie – Vérification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/1998, article Annexe 6.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : Les installations de protection contre l'incendie seront correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles feront l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié.
Constats : L'exploitant a présenté le compte rendu de contrôle des trappes de désenfumage du 18/03/2021.
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

(5) Nom du point de contrôle : Retour d'expérience – incident de 2016

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/1998, article Annexe 1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Accidents ou incidents
Prescription contrôlée : Un compte rendu écrit de tout accident ou incident sera conservé sous une forme adaptée. Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 sera déclaré dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées. Le responsable de l'établissement prendra les dispositions nécessaires pour qu'en toutes circonstances, et en particulier, lorsque l'établissement est placé sous la responsabilité d'un cadre délégué, l'Administration ou les services d'intervention extérieurs puissent disposer d'une assistance technique de l'exploitant et avoir communication d'informations disponibles dans l'établissement et utiles à leur intervention.
Constats : Aucun accident ou incident n'a eu lieu sur le site depuis le rejet de carbonate de sodium survenu en 2016. Le plan d'action transmis à l'inspection suite à cet incident a été mis en œuvre : <ul style="list-style-type: none">- Contrôle de la pression du silo et vanne de dépotage asservie.- Rédaction et mise en œuvre d'une consigne de dépotage, accueil des chauffeurs, explication des consignes : la consigne de dépotage est présentée au chauffeur lors de son accueil et est datée et signée par le chauffeur.- Alarme sur niveau haut des silos et voyant indicateur de mise en marche du filtre.
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

(6) Nom du point de contrôle : Hauteur des points de rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/1998, article Annexe 7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : Les poussières captées au différents points d'émission sont traitées dans des dépoussiéreurs avant rejet à l'atmosphère. Ces dispositifs de rejet (cheminée, canalisations...) sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins d'analyse. Les points de rejet doivent dépasser d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres, sans être inférieure à une hauteur de 10 mètres.
Constats : Suite à l'inspection du 23/09/2015, une cheminée non-conforme a été remplacée pour respecter la hauteur minimale (plus de 10 m du sol et dépassement d'au moins 3 m de la toiture la plus haute du site – pas de bâtiment à proximité du site). L'exploitant a présenté un plan indiquant les hauteurs de cheminées.
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

(7) Nom du point de contrôle : Mesure des poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/1998, article Annexe 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés au point 7.2 doit être effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les ans. Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministère de l'environnement quand il existe une procédure d'agrément des organismes. A défaut de méthode spécifique normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulaire ou vésiculaire, les conditions d'échantillonnage isocinétique décrites par la norme NFX 44.052 doivent être respectées. Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. En cas d'impossibilité, liée à l'activité ou aux équipements, d'effectuer une mesure représentative des rejets, une évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.
Constats : Suite à la non-conformité sur le broyeur 1 lors du contrôle inopiné du 27/11/2020, l'exploitant a procédé au remplacement du filtre en juin 2020. L'autocontrôle des 25 et 26 janvier 2021 était conforme. Le contrôle inopiné de juin 2021 était conforme. Observation : Le délai entre le remplacement du filtre en juin 2020 et l'autocontrôle en janvier 2021 ne permet pas de s'assurer rapidement de l'efficacité de la mesure prise suite à la non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

(8) Nom du point de contrôle : Prévention de l'émission de poussières – stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/1998, article Annexe 7.5
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : Les silos doivent être munis de dispositifs de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements. L'air s'échappant de ces silos doit être dépoussiéré s'il est rejeté à l'atmosphère.
Constats : Les rejets sont collectés par groupes de silos et filtrés avant rejet à l'atmosphère. Les filtres sont contrôlés une fois par an. L'exploitant a présenté le rapport de contrôle du 02/02/2021.
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

(9) Nom du point de contrôle : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/1998, article Annexe 6.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : L'installation électrique et le matériel électrique utilisés seront appropriés aux risques inhérents aux activités exercées. Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité devra pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale. Le matériel électrique mis en œuvre dans les emplacements présentant des risques d'incendie ou d'explosion devra respecter les dispositions du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988, notamment ses articles 43 et 44, ainsi que celles des arrêtés ministériels du 19 décembre 1988 relatif aux conditions d'installation des matériels électriques sur les emplacements présentant des risques d'explosion et du 20 décembre 1988 fixant la périodicité, l'objet de l'étendue des vérifications des dites installations électriques. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Un problème de cellule grippée sur le poste HT a rendu impossible certains contrôles des installations électriques en décembre 2016. Ce problème a pu être solutionné par le remplacement de la cellule le 02/08/2019 (certificat transmis par l'exploitant suite à l'inspection). La non-conformité A5 de l'inspection du 23/09/2015 est levée. Non-conformité : L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des installations électriques (Q18) du 01/04/2021. Celui-ci fait état d'anomalies déjà relevées en 2019, 2020. Suite à l'inspection du 23/09/2015, un tableau de suivi des non-conformités a été établi. Cependant, des anomalies relevées en 2019, 2020 et 2021 n'ont pas été levées. Délai : Conformité : meilleurs délais Justificatifs : Planning de la levée de ces non-conformités tenant compte de la criticité des non-conformités à transmettre avant le 31/05/2022
Type de suites proposées : Susceptible de suites administratives
Proposition de suites : Proposition éventuelle ultérieure fonction des réponses apportées

(10) Nom du point de contrôle : Vérification périodique du dispositif de disconnection sur le forage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/1998, article Annexe 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux
Prescription contrôlée : 4.1.1 - Protection des eaux potables Les interconnexions du réseau public avec les ressources privées sont interdites. Le branchement d'eaux potables sur le réseau public sera muni d'un dispositif de disconnection afin d'éviter tout phénomène de retour sur le réseau d'alimentation. 4.1.2 - Protection de la nappe Le puits destiné à alimenter le site en eau d'arrosage sera équipé d'un dispositif de disconnection afin d'éviter tout phénomène de retour et d'un dispositif de comptage des volumes prélevés.
Constats : Le réseau d'eau alimentant les ateliers est équipé d'un dispositif de disconnection. Le dernier contrôle a été réalisé le 30/03/2021. Le dispositif de disconnection mis en place sur le forage suite à l'inspection du 23/09/2015 est contrôlé une fois par an. Le plan des réseaux a été mis à jour le 22/10/2020. Il ne comporte pas le disconnecteur du forage. Demande de complément : L'exploitant transmettra le plan des réseaux mis à jour. Délai : 30/06/2022
Type de suites proposées : Susceptible de suites administratives
Proposition de suites : Proposition éventuelle ultérieure fonction des réponses apportées

(11) Nom du point de contrôle : Aire de lavage de camions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/1998, article Annexe 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Effluents liquides
Prescription contrôlée : Différents types d'effluents liquides Les rejets de l'établissement sont composés : <ul style="list-style-type: none">• des eaux pluviales• des eaux d'origine sanitaire.
Constats : L'exploitant a mis en place une aire de lavage de camions. Cette aire est étanche et les eaux sont collectées vers un décanteur / deshuileur avant rejet dans un puits d'infiltration. Demande de complément : En application de l'article L181-14 du code de l'environnement, l'exploitant transmettra un porter à connaissance concernant cette aire de lavage. Délai : 30/06/2022
Type de suites proposées : Susceptible de suites administratives
Proposition de suites : Proposition éventuelle ultérieure fonction des réponses apportées

(12) Nom du point de contrôle : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/1998, article Annexe 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Effluents liquides
Prescription contrôlée : Eaux pluviales de toiture et des aires de manœuvre des poids lourds Les eaux pluviales des toitures seront infiltrées sur le site. Les eaux pluviales recueillies sur les aires de manœuvre des poids lourds seront décantées dans des décanteurs primaires situés en différents points du circuit de collecte, puis épurées dans un séparateur d'hydrocarbures avant d'être dirigées vers un bassin assurant une décantation finale et une infiltration. Ce bassin devra être suffisamment dimensionné.
Constats : Suite à l'inspection du 23/09/2015, l'exploitant a installé des décanteurs / deshuileurs. L'entretien des décanteurs / deshuileurs est fait une fois par an. La non-conformité A9 de 2015 concernant l'absence de séparateur d'hydrocarbures sur les aires de manœuvres et l'aire de distribution de carburants est soldée.
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

(13) Nom du point de contrôle : Déchets issus de l'entretien des séparateurs d'hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/1998, article Annexe § 5.3.4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : L'élimination des déchets qui ne peuvent être valorisés, à l'extérieur de l'établissement ou de ses dépendances, devra être assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées. L'exploitant devra être en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs devront être conservés pendant 3 ans.
Constats : Un curage du bassin a été effectué et les boues mises à sécher à proximité. Ces boues doivent être considérées comme des déchets et gérées comme tel. L'exploitant a présenté le compte-rendu d'entretien des décanteurs / deshuileurs de la station de lavage et de la distribution de carburant du 22/10/2021 ainsi que le bordereau de suivi de déchets. L'exploitant a présenté le compte rendu d'entretien du décanteur / deshuileur de 12 m ³ et des puits d'infiltration. En l'absence de traces d'hydrocarbures, les eaux pompées ont été rejetées directement dans le bassin de décantation / infiltration par le prestataire. Non-conformité : Il est rappelé que l'exploitant est responsable des déchets jusqu'à leur élimination dans une filière appropriée. Le rejet de déchets issus de l'entretien des séparateurs d'hydrocarbures dans le bassin de décantation est interdit. L'exploitant s'assurera de l'absence de conséquence de ce rejet dans le bassin de décantation. Délai : 30/06/2022
Type de suites proposées : Susceptible de suites administratives
Proposition de suites : Proposition éventuelle ultérieure fonction des réponses apportées

(14) Nom du point de contrôle : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/1998, article Annexe 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Effluents liquides
Prescription contrôlée : Collecte des effluents liquides 4.3.1 - Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales (et les eaux non polluées s'il y en a) et les diverses catégories d'eaux polluées. 4.3.2 - Un plan des réseaux de collecte des effluents faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, vannes manuelles et automatiques,... doit être établi, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées ainsi que des services d'incendie et secours. 4.3.3 - A l'exception des cas accidentels ou la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur ou les égouts extérieurs à l'établissement. 4.3.4 - Les égouts devront être étanches et leur tracé devra en permettre le curage. Leurs dimensions et les matériaux utilisés pour leur réalisation devront permettre une bonne conservation de ces ouvrages. 4.3.5 - Les égouts véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, devront comprendre une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.
Constats : Non-conformité : L'inspection télévisée réalisée le 13/02/2019 conclut qu'un tronçon n'est pas inspectable. De plus, le rapport fait état de quelques anomalies sans que leur importance ne soit évaluée. Délai : 30/06/2022
Type de suites proposées : Susceptible de suites administratives
Proposition de suites : Proposition éventuelle ultérieure fonction des réponses apportées

(15) Nom du point de contrôle : Qualité des effluents rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/1998, article Annexe 4.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Effluents liquides
Prescription contrôlée : Qualité des effluents rejetés 4.5.2 - Caractéristiques des eaux rejetées • dans les puits perdus et au niveau du bassin d'infiltration. La concentration en hydrocarbures totaux ne devra pas dépasser 5 mg/l, concentration à déterminer selon la norme NFT 90114.
Constats : L'exploitant a présenté le résultat du dernier des contrôles des eaux des puits d'infiltration et du bassin de décantation. Les résultats sont conformes à l'arrêté.
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

(16) Nom du point de contrôle : Aire de distribution de carburant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/1998, article Annexe 11
Thème(s) : Risques chroniques, Effluents liquides
Prescription contrôlée : Distribution de carburant aux engins 11.1 - L'aire de distribution sera entièrement couverte et en rétention de façon à recueillir tout écoulement accidentel. 11.2 - Des dispositifs (écrans) seront mis en place pour éviter que des eaux de pluie ne soient recueillies sur cette aire, si malgré cela les eaux pluviales doivent être évacuées, elles devront au préalable transiter par un séparateur d'hydrocarbures. 11.3 - On dispose à proximité de l'aire d'un bac à sable avec pelle. 11.4 - L'aire de distribution sera considérée comme une zone à risque d'incendie.
Constats : L'aire de distribution de carburant est couverte et dallée. La collecte est reliée à un séparateur d'hydrocarbures. Un bac à sable est présent sur l'aire de distribution de carburant.
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

(17) Nom du point de contrôle : Permis de feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/1998, article Annexe 6.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Permis de feu
Prescription contrôlée : Dans les zones de risque incendie ou d'explosion, sont interdits les flammes à l'air libre ainsi que tous les appareils susceptibles de produire des étincelles à l'air libre, (chalumeaux, appareils de soudage, etc...) Cependant, lorsque des travaux nécessitant la mise en oeuvre de flammes ou d'appareils tels que ceux visés ci-dessus doivent être entrepris dans ces zones, ils feront l'objet d'un permis "feu" délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désigné. Ces travaux ne pourront d'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.
Constats : L'exploitant a présenté le permis de feu du 05/01/2022. La procédure mise en place suite à l'inspection du 23/09/2015 est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

(18) Nom du point de contrôle : Ventilation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I § 2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de combustion
Prescription contrôlée : Ventilation Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou toxique. La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.
Constats : Une ventilation haute est présente au niveau de l'activation, à proximité des chaudières. La ventilation basse est assurée par les ouvertures du bâtiment. La non-conformité A15 de 2015 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

(19) Nom du point de contrôle : Contrôle des sécurité de l'alimentation en combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I § 2.13
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de combustion
Prescription contrôlée : Alimentation en combustible [...] Dans les installations alimentées en combustibles gazeux, la coupure de l'alimentation de gaz est assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz (2) et un pressostat (3). Ces vannes assurent la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation. (1) Vanne automatique : son niveau de fiabilité est maximum (2) Capteur de détection de gaz : une redondance est assurée par la présence d'au moins deux capteurs. (3) Pressostat : ce dispositif permet de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Son seuil est aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes d'exploitation.
Constats : L'exploitant justifié, par mail du 31/01/2018, de la mise en place d'électrovannes redondantes et asservies à des capteurs de détection de gaz. La chaîne de sécurité de coupure automatique de l'alimentation en gaz en cas de détection de fuite est contrôlée deux fois par an. L'exploitant a présenté les rapports de contrôle des 15/06/2021 et 15/12/2021. Les non-conformités A13 et A14 de 2015 sont levées.
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet

(20) Nom du point de contrôle : Contrôle de la combustion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I § 2.13
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de combustion
Prescription contrôlée : 2.14. Contrôle de la combustion Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation. Les appareils de combustion sous chaudières utilisant un combustible liquide ou gazeux comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement entraîne la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.
Constats : Les brûleurs ainsi que les chaînes de sécurité associées sont contrôlés trois fois par an. L'exploitant a présenté les derniers rapports de contrôle des 04/07/2021 et 15/12/2021. Suite à l'inspection du 23/09/2015, l'exploitant a fait préciser le contenu du contrôle réalisé sur les chaudières de manière à s'assurer que les sécurités étaient toutes contrôlées. La non-conformité A 14 de 2015 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite administrative
Proposition de suites : Sans objet